

BREF HISTORIQUE DU CAPITALISME FRANCAIS

1^{ère} partie 1900-1973

<i>Introduction</i>	<i>page 1</i>
<i>1- Le capitalisme français en 1914</i>	<i>page 2</i>
<i>2- La première guerre, un miracle pour l'industrie française</i>	<i>page 3</i>
<i>3- L'empire colonial</i>	<i>page 4</i>
<i>4- L'entre deux guerres</i>	<i>page 5</i>
<i>5- La seconde guerre et le capitalisme français</i>	<i>page 7</i>
<i>6- La reconstruction</i>	<i>page 9</i>
<i>7- Les Trente glorieuses (1951-1973)</i>	<i>page 10</i>

INTRODUCTION

Mon intention n'est pas de faire une histoire exhaustive, de sa naissance à aujourd'hui, du capitalisme français. Elle est plutôt de chercher des éléments dans cette histoire qui nous permettent de voir les grandes lignes d'une évolution, alors que la propagande, toutes les propagandes au fond, de droite comme de gauche, depuis des décennies, disent en France toujours la même chose : *« ce pays est à la traîne, il a du retard sur les autres pays avancés ; nos patrons sont durement concurrencés par les autres, plus durs qu'eux ; notre modernisation et nos réformes sont en retard sur celles des autres, et ainsi de suite »*.

Paradoxalement, ce sont aussi bien les gouvernements en place que l'opposition du moment qui usent de la même argumentation. L'opposition ne cesse de prendre tel ou tel point de comparaison avec un pays étranger pour affirmer que la France est en retard, que le gouvernement ne mène pas la bonne politique, et que lui, par contre, connaissant ce fait précis que semble méconnaître le gouvernement, se fait fort de résoudre les problèmes mieux que lui.

Quant aux gouvernants, ils ne cessent de comparer telle ou telle performance de l'économie française avec tel ou tel pays, selon ce qui les arrange, pour justifier leurs orientations du moment.

Les deux utilisent des raisonnements totalement erronés. La situation économique du moment n'est jamais le produit d'une action précise sur un facteur particulier ; elle reflète au contraire tout un fatras mêlé de conjoncture générale, de mesures circonstancielles, d'initiatives diverses et souvent contradictoires, et même du poids du passé. Les acteurs de l'économie ont de nombreux grands noms, des Pinay ou des Mendès France, mais avec le recul, leur réussite du moment est fort difficile à imputer à leur seule action.

En tout cas, cette conjonction de langage et d'argumentation de la part disons de la droite comme de la gauche indique leur proximité pour tout ce qui concerne la défense et la place de l'impérialisme français dans le concert mondial impérialiste.

En France même, ce langage est efficace ; il permet de dédouaner les patrons français, à un point tel que court dans ce pays l'idée que nous ne vivons pas sous le même capitalisme que les autres, que l'on traite d'anglo-saxons. Et cela permet de faire accepter plus facilement l'idée qu'il est nécessaire de nous montrer solidaires de nos dirigeants, dirigeants politiques et dirigeants économiques. Mieux encore, des gens comme Attac et les autres réformistes du PS, répètent qu'il y a un modèle français bon à garder, bon à préserver, le modèle des services publics et de l'exception française.

Alors, notre capitalisme serait-il celui d'un gentil mouton perdu au milieu des loups terribles du monde ? C'est ce que nous allons essayer de juger ici.

1- LE CAPITALISME FRANCAIS EN 1914

Pour faire cette étude, j'ai choisi de repartir de la période des années 1914. A cette époque, à la veille donc de la Première Guerre mondiale, la France a un PIB, un produit par habitant, qui la place au 4^e rang mondial. Aucun chiffre à lui seul, même le PIB, n'est tout à fait satisfaisant pour juger d'une situation toujours complexe. Le PIB est une valeur moyenne qui ne dit rien des inégalités, donc des situations sociales dramatiques et de leur ampleur. Rares ou inexistantes sont les indicateurs qui donnent une image des contradictions.

La France est donc le 4^e pays capitaliste, si on mesure sa production par habitant : 11 000 à 12 000 F par habitant. Elle se trouve juste derrière l'Allemagne et la Grande-Bretagne (18 000 à 20 000 F). Et ces trois pays d'Europe sont déjà loin derrière les Etats-Unis (40 000 F par habitant). L'Italie, l'Espagne, en comparaison, sont dans une situation qui n'a rien à voir.

La France est aussi le second pays, juste derrière la Grande-Bretagne, en ce qui concerne la finance. Les banques privées jouent un rôle déterminant dans la construction du capitalisme. En particulier, les entreprises de la nouvelle génération, celle basée sur l'électricité comme la CGE fondée en 1898, la chimie, nécessitent de fortes concentrations de capitaux –actions ou obligations.

Cette France de 1914 est encore à majorité paysanne (55%), et les villes sont des villes moyennes ou petites. Se sont surtout urbanisées des banlieues (Saint-Denis, Boulogne, Levallois, Vénissieux, Villeurbanne). Les conditions de vie dans les logements sont détestables : tuberculose, typhoïde, syphilis, alcoolisme. La mortalité infantile est de 20% avant un an à Lille, Roubaix, Marseille ou Toulouse.

Le développement des villes est incohérent. On ne se préoccupe guère de faire venir l'eau, l'électricité, pour l'ensemble de la population. Par contre, deux secteurs connaissent un développement : ce sont d'une part les transports, que ce soit par chemin de fer ou par route. Et en second lieu, c'est le système scolaire. Par exemple, le maire de Lyon, Edouard Herriot, fait bâtir 156 écoles maternelles et primaires.

Dans les usines, il y a encore énormément de travaux manuels, de manutention et pour les travaux répétitifs, qui utilisent une main d'œuvre sans aucune qualification. Mais la concentration des entreprises est déjà avancée : 15 à 20% de la production a lieu dans des entreprises de plus de 500 salariés. La concentration des entreprises est du même ordre que celle des autres puissances industrielles.

De très grosses entreprises dominent dans les secteurs de la première révolution industrielle, celle du charbon et de l'acier : la Chambre des Houillères, qui regroupe tous les patrons du Nord et du Pas-de-Calais, le Comptoir métallurgique de Longwy. Dans la chimie, on a déjà des monopoles : Saint-Gobain (acide sulfurique, superphosphates), Solvay (soude).

Tous les auteurs français que j'ai utilisés pour cette période soulignent que la France se distingue des autres pays par le fait que ces changements ont été obtenus d'une manière moins violente, plus adoucie, que dans les autres pays. Mais, si c'est vrai, on peut quand même se poser la question de savoir si cela vient d'une humanité plus grande des patrons français, de l'Etat et des acteurs du changement capitaliste, ou si au contraire, cela est dû à la crainte qu'ils ont des réactions populaires, dans un pays où toutes les générations ont connu au moins une révolution tout au long du 19^e siècle.

En 1914, la classe ouvrière est de 5 millions d'ouvriers, français et étrangers, dont 3,7 dans l'industrie. Les étrangers sont déjà en nombre important, 1,2 millions (3% de la population). Les conditions de travail sont désastreuses, la catastrophe de la mine de Courrières fait 1200 victimes en 1906. La maladie, la vieillesse, le chômage sont autant de plaies pour le monde du travail. Et l'idée révolutionnaire, l'idée qu'il faut changer l'ensemble de toute cette société, est présente.

2- LA PREMIERE GUERRE, UN MIRACLE POUR L'INDUSTRIE FRANCAISE

On nous parle souvent de l'aspect catastrophique sur le plan humain qu'a représenté la Première Guerre mondiale pour la France : 1 400 000 morts, 300 000 mutilés, 1 000 000 d'invalides. On nous dit moins que pour le système capitaliste français, cette boucherie a été un véritable miracle économique.

Les grands stratèges avaient prévu une guerre de quelques mois. Or, il a fallu « équiper en matériels de plus en plus complexes des millions de combattants pendant plus de quatre années ». L'occupation militaire du Nord et de la Lorraine par l'Allemagne privait l'industrie française des ressources en charbon et en acier.

C'est l'Etat qui va jouer les maîtres d'œuvre, et il va y réussir peut-être mieux encore qu'en Grande-Bretagne ou en Allemagne. L'Etat impose un système d'économie dirigé, dans l'intérêt même des patrons. Par exemple, il incite les négociants et les industriels d'un secteur donné à se regrouper dans un consortium qui va acheter collectivement à l'étranger les matières nécessaires, avant de se les répartir : ils y gagnent ainsi sur les prix.

L'Etat va décréter une véritable mobilisation industrielle. Ce sont souvent d'anciens ou prétendus socialistes et syndicalistes, comme le ministre de l'Armement Albert Thomas, qui pilotent cette mobilisation. Ils systématisent l'introduction du taylorisme : les bureaux d'étude se chargent de déposséder les ouvriers de leur ancienne capacité d'initiative. A la place de quoi, les travaux sont entièrement parcellisés.

L'Etat finance les nouvelles usines nées des besoins de la guerre. Grâce à ses subventions, André Citroën monte son usine d'obus du Quai de Javel. L'Etat renvoie du front les ouvriers qualifiés, tout en maintenant leur statut de mobilisés. Il y ajoute le recrutement de main d'œuvre dans les colonies et en Chine ; il incite à l'entrée massive des femmes dans la métallurgie. Il donne l'exemple dans ses arsenaux pour le développement des méthodes tayloriennes, la division du travail.

Pour l'industrie française, cette transformation sous tutelle de l'Etat est une réussite totale. Par contre, l'agriculture est laissée à l'abandon. Par manque de bras et de matériels, elle ne parvient plus à nourrir la population ; il faut mettre en place le rationnement.

L'Etat ne voulant pas augmenter les impôts alors qu'il demande déjà de très gros efforts à la population, il va financer cette transformation du capitalisme français par l'emprunt : ce sont des Bons de la Défense Nationale à l'intérieur, des emprunts auprès de la banque Morgan puis du gouvernement américain à l'extérieur. A la fin de la guerre, cet endettement gigantesque est une bombe à retardement pour l'économie, mais on se gave pour l'instant de l'illusion que c'est l'Allemagne, vaincue, qui va payer...

Notons juste ici que le patronat, dès la guerre terminée, se dépêche d'imposer un retour général à l'égoïsme de rigueur dans la tête des capitalistes : l'économie dirigée est démantelée, les consortiums dissous, et les projets d'un Clémentel, ministre du Commerce, qui voyait un avenir aux liens Etat-entreprises, sont abandonnés.

3- L'EMPIRE COLONIAL

Beaucoup de choses ont été écrites sur le peu d'importance, voire la charge que pouvait représenter l'Empire colonial français. Selon les Cahiers français de la documentation française (Histoire économique de la France au XX^e siècle, n°255, mars-avril 1992), tout ceci est erroné.

En 1914, l'Empire français s'étend sur 11 millions de km² et il est peuplé de 43 millions d'habitants. Il représente le 3^e partenaire commercial de la France, derrière la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Dans certains domaines, il est vital : c'est le cas des industries cotonnière, métallurgique, sucrière, pour qui le débouché colonial est de 40%. En sens inverse, pour les arachides, les phosphates, le minerai de plomb, les colonies sont le seul réservoir. Même sur le plan financier, les investissements français y sont en 3^e position, (avec 9%) derrière la Russie et l'Amérique latine.

Pendant la Première Guerre, l'Empire fournira 600 000 combattants, 300 000 travailleurs, et d'importantes contributions alimentaires. L'effort imposé par la Grande-Bretagne de son côté sera encore plus violent. Au sortir de la guerre, l'Empire français s'élargit, avec des mandats sur le Togo et le Cameroun (pris aux Allemands), sur la Syrie et le Liban (ex-Empire turc).

En 1921, le ministre des Colonies Albert Sarraut présente un plan destiné à développer les infrastructures, ports, chemins de fer, routes, adductions d'eau, barrages hydro-électriques. Ce plan est finalement abandonné, mais l'essor des investissements est lancé. En 1928, l'Empire est devenu le premier partenaire de la France pour les échanges commerciaux.

L'Empire devient aussi la première zone d'investissements des capitaux français à l'étranger. S'y activent la Banque de Paris et des Pays-Bas, celle de l'Indochine.

En fait, le traitement est inégal, comme tout ce que fait le capitalisme : le Maghreb -en particulier le Maroc- et l'Indochine voient de nombreuses réalisations, pas l'Afrique Noire. Et puis, ce sont surtout les « anciennes » industries, textiles, cuirs et peaux, qui usent des colonies comme d'un large débouché.

Avec le déclenchement de la crise de 1929, le protectionnisme colonial va gonfler encore. Au point qu'en 1936-38, ces territoires fourniront 26% des achats et absorberont 30% des ventes. Tandis que la crise entraînait la paupérisation des masses paysannes colonisées, les faisant basculer dans la misère, les obligeant à gagner les villes, ou plutôt les bidonvilles.

4- L'ENTRE DEUX GUERRES

Les années 20 ont pris le nom des « années folles ». Les nécessités de la reconstruction, la seconde révolution industrielle, basée sur l'électricité et le moteur à explosion, la conjoncture mondiale à la hausse après une crise en 1920-21, vont permettre une croissance soutenue et une nouvelle modernisation.

L'Etat aide à ce développement en créant des institutions financières, le Crédit National, la Caisse Nationale du Crédit Agricole. Il crée aussi des sociétés d'économie mixte, comme la Compagnie Nationale du Rhône, en 1924, qui va développer la production d'hydro-électricité, ou la CFP Compagnie Française des Pétroles, toujours en 1924, qui va s'engraisser sur les gisements irakiens.

Un certain nombre de grands patrons français font le voyage des Etats-Unis pour importer, généraliser le fordisme, idée selon laquelle une certaine amélioration de la condition ouvrière et notamment des salaires, est profitable pour le capital. Ils remplacent les machines à vapeur par des moteurs électriques. Le nombre des étrangers passe entre 1921 et 1931 de 1 532 000 à 2 715 000, et ils vont fournir le gros de la main d'œuvre non qualifiée propre au taylorisme et au fordisme.

Les entreprises industrielles ne se contentent plus d'une simple concentration géographique, elles y ajoutent une concentration technique et financière. Il y a une centaine d'entreprises de construction automobile, mais Citroën, Renault et Peugeot concentrent les deux tiers de la production. Dans la chimie, Poulenc frères et les Usines du Rhône fusionnent et donnent naissance au géant Rhône-Poulenc. C'est cet ensemble de mesures qui permet un fort accroissement de la productivité.

La production de masse, appareils électroménagers, automobiles, n'est alors accessible qu'à des couches moyennes et bourgeoises.

Reste la bombe à retardement héritée de la guerre : les endettements faramineux, auxquels s'ajoute une inflation encore plus forte que pendant la guerre. En janvier 23, la France occupe la Ruhr, mais c'est peine perdue : des paiements rapides de la part de l'Allemagne sont une illusion. Alors, le franc s'effondre. Poincaré augmente les impôts de 20%, négocie des emprunts avec la banque Morgan : le franc se redresse.

Renvoyé par les élections, Poincaré est remplacé par le Cartel des Gauches, mené par le radical Edouard Herriot. Il lance un emprunt en 1925 : n'ayant pas la confiance et surtout l'approbation des puissances financières, cet emprunt est un échec. Le « mur de l'argent » est bien une réalité. L'été 1926 connaît une véritable panique financière : les petits porteurs se ruent aux guichets pour obtenir le remboursement de leurs Bons du Trésor, et l'Etat ne peut les rembourser.

Rappelé au pouvoir, Poincaré relève cette fois les impôts indirects, multiplie les économies. Mais son franc finira par reprendre le chemin de la chute libre... jusqu'à la crise de 1929.

La crise économique mondiale force en 1931 la Grande-Bretagne à abandonner l'étalon-or, et à laisser flotter la livre à la baisse. Cette crise, on le sait, a moins touché la France que l'Allemagne et bien entendu que les Etats-Unis. Ce que l'on sait moins, c'est que ce n'est pas seulement une crise américaine qui a ensuite touché l'ensemble de la planète capitaliste. Le textile était déjà en récession en France en 1928, la sidérurgie et l'automobile plafonnaient au second trimestre 1929.

Le chômage va exploser aux USA, avec 20% de chômeurs en 1935. En France, on n'en compte que 4,2% (500 000 chômeurs). Mais cette manière de compter est injuste, car de 1931 à 1936, la France va rejeter hors de ses frontières 500 000 travailleurs étrangers (on passe de 2 700 000 à 2 200 000).

La crise va accélérer la mutation industrielle, les industries les plus modernes s'en sortant mieux. C'est en 1933 qu'est construite la raffinerie de Gonfreville, la plus importante du pays. 1933, c'est aussi l'arrivée au pouvoir de Hitler.

En France, c'est le monde agricole qui va payer très cher cette période. L'agriculture est protégée par des barrières douanières très importantes. Mais le problème va surgir de l'intérieur, et de l'abondance même de la production ! Des récoltes magnifiques, exceptionnelles, deux années de suite en 1933 et 1934, et le système capitaliste qui veut que tout se vende en fonction de l'offre et de la demande, transforme ce bienfait en catastrophe. Les prix agricoles s'effondrent, pour le blé, la betterave, le vin. La solution de l'Etat ? le malthusianisme économique : on instaure des primes pour l'arrachage des vignes ; on encourage à dénaturer une partie du blé.

En 1935, en désespoir de cause, et devant une situation financière catastrophique, l'Etat décide une réduction générale de toutes ses dépenses : il baisse de 10% les traitements et les retraites des fonctionnaires et réduit les intérêts de la dette.

Les élections d'avril-mai 1936 donnent la présidence du Conseil, pour la première fois, à un socialiste, Léon Blum. Léon Blum s'inspire de la politique américaine du New Deal : une élévation du pouvoir d'achat est censée relancer la consommation, puis la production, suivie de l'embauche et des investissements.

Comme si les investissements n'étaient pas bien souvent réalisés, au contraire, du point de vue du capitaliste qui les décide ou pas, au détriment du pouvoir d'achat, ou pour l'amoinrir, en diminuant la part des salaires. Comme si le patronat, maître des investissements, ne s'en servait pas aussi comme arme économique, en en faisant s'il le faut la grève pour bloquer l'économie et tenter d'imposer ses préférences politiques.

En tout cas, Blum à peine élu subit la pression de la grève générale. Les Accords Matignon donnent aux salariés une hausse des salaires de 12% en moyenne, la réduction de la durée hebdomadaire de travail à 40 heures, 15 jours de congés payés.

Mais le patronat ne pense qu'à sa revanche. Si dans un premier temps, une dévaluation du franc va permettre de stimuler les exportations (les prix français devenant inférieurs à ceux des Anglais), le Front Populaire va lui aussi connaître l'échec en matière économique. Le patronat a-t-il refusé d'investir par choix politique, c'est très probable. En tout cas, on va désormais accuser la nouvelle loi des 40 heures de tous les malheurs.

Blum tentera encore de faire les yeux doux à la bourgeoisie, en décrétant en février 37 une « pause » des réformes. Une spéculation contre le franc est déclenchée, qui l'oblige à démissionner.

Désormais, c'est une politique ouvertement dure envers la population qui va s'ouvrir. Les décrets-lois Reynaud s'attaquent à la loi des 40 heures ; une grève générale a lieu en novembre 38. Elle est violemment réprimée et c'est un échec. Désormais, les patrons sont confiants dans l'avenir. Le réarmement du pays, commencé discrètement en 1934, se fait ouvertement, les investissements reprennent. La production industrielle va retrouver en 1939 son niveau d'avant crise, celui de 1929.

A la veille de la guerre, on observe un changement de la nature des plus grandes entreprises françaises : les vieilles sociétés houillères et sidérurgiques sont maintenant dépassées par la Compagnie Française des Pétroles qui est, déjà, le numéro un français (4 milliards de francs courants) ; le pétrole est suivi de l'automobile : Renault (1,7 milliard), Citroën (1), Peugeot (0,8) ; on trouve également la chimie (Saint-Gobain (1,6), Péchiney (1,3), Rhône-Poulenc (1), Kuhlmann (0,8), Ugine (0,8) ; l'électricité est dominée par la CGE (1,2 milliard)).

5- LA SECONDE GUERRE ET LE CAPITALISME FRANCAIS

Curieusement, la période de la seconde guerre mondiale période est éludée dans de nombreuses études économiques. Ce qui est sûr, c'est que des fortunes se sont amassées : dans le langage par exemple des Cahiers de la documentation française, on parle d' « *importantes liquidités jusque-là sans emploi et inégalement réparties entre les différentes couches de la société* ». Il faut aller chercher dans un ouvrage politique, rédigé de plus par un Américain comme Paxton, pour trouver quelques éléments.

D'après Paxton, les magnats de l'industrie comme ceux de l'agriculture ne pensent qu'à une chose dans les années 1930 : constituer des cartels pour essayer de lutter contre la concurrence, l'amoinrir. Les idées que l'on verra appliquées par le régime de Vichy sont déjà dans l'air. C'est le cas notamment du corporatisme. A Vichy, on voit s'installer aux premières places les dirigeants des cartels de producteurs agricoles.

La loi du 2 décembre 1940 qui crée un mécanisme officiel qui permet aux producteurs de faire la loi sur le marché organisé est la concrétisation d'un vœu qui date de 50 ans dans le grand capital agrarien.

De leur côté, les industriels français qui ont connu les effets de la crise de 1929 croient dur comme fer à l'idée que l'économie mondiale a produit une « surproduction », et que l'industrie moderne a dépassé les capacités mondiales d'achat. A la concurrence qu'ils vivent comme une première menace, s'ajoute l'ouvrier, la seconde menace. N'oublions pas que l'URSS est toujours debout, elle est même dans le collimateur des va-t-en guerre.

Les industriels s'enthousiasment donc eux aussi pour le corporatisme, où ils voient à la fois un moyen d'échapper à la concurrence devenue impitoyable, mais aussi à la lutte de classe. L'idée du corporatisme était « *d'organiser toute la population active – patrons, techniciens, ouvriers- en groupes économiques (par branche d'industrie ou par profession) qui se régiraient eux-mêmes et dirigeraient la société* » (Paxton 254).

A la veille de la guerre, le monde industriel était divisé en deux de ce point de vue ; d'un côté, un monde cartellisé, puissant, concentrant de très grandes masses de capitaux, comme le fameux Comité des Forges (1864). Selon Paxton, il devait y avoir « *plus de 2000 ententes ou accords permettant aux producteurs de fixer les prix et les conditions de vente, et environ 60 cartels internationaux dont faisait partie l'industrie française* ». Et à côté de ce monde-là, un autre monde industriel, en général centré sur des industries plus anciennes (textiles, cuirs et peaux) où les producteurs étaient trop nombreux pour devenir capables de s'organiser.

Dans l'industrie, les corporations ne faisaient donc qu'officialiser tout bonnement la domination des cartels, organisations, ententes. Il faut noter que dans un premier temps, les dirigeants de la CGT ont offert leur coopération, pendant l'été et l'automne 1940. Selon Georges Lefranc, le groupe Jouhaux a proposé une « communauté française du travail », en fait des conseils mixtes travailleurs-employeurs. En juillet 1940, il a proposé de remplacer la grève par l'arbitrage et de supprimer le terme « lutte de classe » des statuts de la CGT.

De son côté, Pétain, dans un grand discours le 12 octobre 1940, dénonce le capitalisme importé de l'étranger qui s'est « dégradé » et qui est devenu « un asservissement aux puissances d'argent ». Après quoi, il s'engage à interdire, à égalité, les grèves et les lock-out, les associations de travailleurs comme d'employeurs. Le Medef de l'époque, la CGPF, est dissoute pour la forme, mais chaque branche est autorisée à créer son nouvel édifice corporatiste. Chaque comité évalue les besoins comme les capacités de production dans son secteur, répartit les ressources, et peut même décider de la fermeture de certaines entreprises.

Au départ entre les mains de gens choisis par d'anciens syndicalistes, ces comités passent après février 1941 dans les mains des représentants de l'industrie lourde (Pucheu, Lehideux). Dans les comités locaux, pour garantir que les ouvriers seront en minorité, on ajoute une troisième catégorie, les cadres.

En tant que dirigeant du comité de l'automobile, François Lehideux, neveu de Louis Renault, étudie avec le colonel allemand Thönissen, patron de l'automobile allemande, un projet de production commun franco-germano-italien, en clair européen, qui atteindrait une « taille mondiale » et serait capable de concurrencer les USA.

Dans la zone occupée, les Allemands refusent les matières premières et l'énergie électrique aux entreprises qui sont inefficaces ou ne leur sont pas indispensables. En fait, Vichy comme Berlin accélèrent la concentration industrielle. La productivité devient le maître mot, et va le rester une fois la guerre terminée.

6- LA RECONSTRUCTION

Nous en arrivons à la période que les économistes appellent régulièrement Les Trente Glorieuses. Cette expression est un mensonge. La période concernée, qui court de 1945 à 1973 est en fait constituée de deux parties bien différentes : la reconstruction du pays de 1945 à 1951, puis la période de forte croissance de 1951 à 1973. Et si l'on compte, on ne trouve plus que 23 ans, ce qui est plus près de vingt que de trente.

A la fin de la guerre, la population a subi 600 000 morts (au combat ou lors des bombardements, en déportation ou fusillés) ; il faut aussi compter 900 000 prisonniers et 900 000 déportés qui mettront jusqu'en août 1945 pour rentrer. Un logement sur six est détruit ou endommagé, toute la production économique s'est effondrée.

La production agricole retrouvera son niveau d'avant guerre en 1948. L'industrie va opérer un rattrapage plus spectaculaire : de 1946 à 1949, la production industrielle augmente de 40%. On observe ce qu'on appelle à l'époque des « goulots d'étranglement » : des cassures dans le système des transports, des insuffisances dans l'apport en énergie. Une fois ces réseaux rétablis, on observe une montée rapide de la productivité. Fin 1947, l'industrie retrouve son niveau de 1938, les rationnements ne disparaîtront qu'en 1948.

Cette reconstruction se fait sous la direction de l'Etat. L'Etat est alors à la fois le premier investisseur et le premier banquier. Le secteur public devient considérable avec deux vagues de nationalisations. Celles-ci n'ont absolument rien de révolutionnaire, au contraire l'Etat cherche à payer au plus juste prix les propriétaires privés auxquels il rachète simplement les entreprises.

En 1944-45, ce sont d'abord des entreprises pour lesquelles l'objectif premier est la remise en marche qui sont nationalisées : les Houillères du Nord et du Pas de Calais, les transports aériens. S'y ajoutent des nationalisations « sanctions », lorsque des patrons sont trop ouvertement accusés de collaboration : Renault, Gnome et Rhône.

En 1946, une seconde série de nationalisations vise à systématiser le travail de l'Etat. Sont nationalisées la Banque de France et 4 grandes banques de dépôts (Crédit Lyonnais, Société Générale, Comptoir National d'Escompte, BNCF), les principales sociétés d'assurances, l'énergie (électricité, gaz et charbonnages non encore nationalisés). Au total, cela représente 1 200 000 salariés et le quart des investissements du pays.

Dans les faits, toutes ces entreprises vont conserver une grande indépendance vis-à-vis de l'Etat. Cette organisation vise à développer la concentration et la productivité. Va s'ajouter à ces nationalisations une intervention particulière dans le cas de la France : la planification. Plusieurs plans vont se succéder, dont le nom reprend ce qui se fait en URSS. Mais ces plans ne sont pas destinés à donner des objectifs ; ils sont des outils de prévision et ne donnent lieu qu'à des incitations.

Le premier plan est l'œuvre de Jean Monnet. Voté en 1947, il a pour objectif la modernisation et l'équipement. Il s'agit d'assurer une bonne répartition des investissements pour 6 secteurs : électricité, charbon, sidérurgie, ciment, machines agricoles et transports intérieurs. Ce plan sera prolongé jusqu'en 1953, faisant la soudure avec le Plan Marshall. Cinq

autres plans suivront, le premier visant l'amélioration de la productivité (1954-57), le dernier (1971-75) à faire de la France une grande puissance industrielle mondiale.

Ces plans, ajoutés aux nationalisations, ont créé une idée fautive : celle que le capitalisme français était en train de reprendre des idées de gauche. Il n'en est rien. En fait, l'histoire nous montre que chaque fois qu'il est en danger, du fait de ses propres crises, ou des guerres qu'il a lui-même suscitées, le capitalisme n'hésite pas à faire appel à l'Etat. Cet appel à l'Etat n'a rien de socialiste. Monnet était un libéral. Il visait à préparer les entreprises françaises à un retour sur un marché concurrentiel et dur, après des années de protectionnisme, avant guerre et pendant la guerre. Aux yeux de ceux qui le concevaient, le Plan était un « réducteur d'incertitude » pour les décideurs.

7- LES TRENTE GLORIEUSES (1951 – 1973)

Les pénuries et de la reconstruction passées, l'économie va connaître, en France mais aussi dans l'ensemble des pays capitalistes dominants, une croissance exceptionnelle au sens étymologique du terme : c'est une exception qui n'a pas d'autre exemple, ni avant, ni après.

Au regard de l'histoire économique, le capitalisme des « trente glorieuses » est une parenthèse, une parenthèse ouverte et refermée. Nous ne prétendons pas faire ici une analyse exhaustive des facteurs qui peuvent l'expliquer. Mais nous en remarquerons deux.

Le premier est politique : c'est l'attitude du patronat sur le problème des salaires. Durant toute cette période, le patronat, dans son ensemble, fait le choix d'accorder des augmentations de salaires qui suivent de près les hausses des prix. Ce serait comme une loi non écrite et non dite, mais que tous appliquent, l'Etat et les plus grandes entreprises en tête. Et ce sera par l'arrêt affiché de cette pratique, et qui s'appellera « le blocage de salaires », que se fermera cette parenthèse du capitalisme dans les métropoles impérialistes.

L'autre facteur est économique : c'est le choix de la bourgeoisie de placer une part importante de son capital sous forme d'investissements productifs. Si l'on peut juger de l'adhésion de cette classe sociale à son époque, c'est certainement sur ce point. Sur la période 1959 – 1968, le taux de croissance des investissements a été de 8 % par an ! A ce rythme, le volume des investissements a doublé en 9 ans.

Le PIB donc, chiffre culte du capital, également appelé « croissance », augmente en moyenne d'environ 4% par an tout au long de cette période. Derrière cette moyenne, on peut trouver bien des évolutions : par exemple, les écarts de niveau de vie entre catégories socioprofessionnelles s'accroît jusqu'en 1966, puis il se resserre. Autre évolution importante : la part des revenus indirects, ceux qui vont servir à couvrir les risques liés à la maladie, la maternité, les accidents du travail, le chômage, la retraite, augmente ; de 20% du salaire total en 1952, elle atteint 30% en 1977.

La partie la plus visible de l'évolution concerne l'évolution de la consommation de masse : la part des dépenses alimentaires diminue (44% en 1949, 22% en 1979), de même que les dépenses d'habillement (16,3% ; 6,9%). Par contre, les dépenses liées à l'habitat, logement lui-même plus mobilier et électroménager, doublent (11,8% ; 25,6%) ; le transport, l'hygiène, la santé voient leur part augmenter.

Une grande partie de la population ouvrière, employée ou paysanne, qui devait se contenter de louer des services ou s'en passer, s'équipe en biens durables : automobile, machine à laver, télévision. Le pays, lui, va s'urbaniser, s'industrialiser. La population rurale de 46,8% en 1946 s'effondre à 31,2% en 1975. Pire, en pourcentage des actifs, les agriculteurs passent de 26,7% en 1954 à 7,7% en 1975.

La population, stable avant guerre, avec 40,5 millions d'habitants en 1946, progresse à 52,6 millions en 1975. L'immigration joue un rôle essentiel dans ces années de croissance. Elle est stimulée par l'Etat et les grandes entreprises. La population étrangère n'était plus que de 1,7 million en 1946 ; elle remonte à 3,4 millions en 1974 (6,5% de la population), sans compter une partie d'immigrés récents ayant acquis la nationalité française. C'est d'abord sur eux que reposera l'augmentation de la population active.

En même temps que la consommation de masse se développe et que la société française s'américanise, l'économie est également largement réorientée en direction de l'étranger. D'abord, le capitalisme France s'ouvre largement en 1958, après donc une longue période de reconstruction et de préparation. Le marché des changes, celui des échanges financiers, reste contrôlé, mais les échanges commerciaux sont libéralisés à 90%. On parle alors de « désarmement douanier », de baisse des barrières douanières, fin des contingentements (limitations en quantités autorisées) des importations ; la France signe les accords du GATT et adhère au FMI.

C'est surtout aux produits industriels en provenance de la Communauté économique européenne, la CEE, que les frontières sont ouvertes. C'est un succès : l'appareil productif s'avère capable d'une expansion parallèle en direction de cette Europe, qui s'arrête alors à l'Allemagne de l'Ouest. Le général de Gaulle, qui revient au pouvoir cette année-là, arrive donc au bon moment, et bénéficie d'un travail de longue haleine, dont on observe finalement une continuité quels que soient les régimes, depuis les années vingt.

Les échanges de la France avec ses colonies, sur le point d'être décolonisées, se réorientent très largement en direction de l'Europe. En 1958, les exportations vers la zone franc dépassaient celles vers la CEE. En 1972, la zone franc ne représente plus que 10%, contre 56% pour la CEE (à neuf pays). Cette réorientation est essentielle ; elle prouve que le capitalisme français est capable de tenir son rang face à des concurrents de puissance équivalente, et plus seulement lorsqu'il vit protégé à l'abri des anciennes formes coloniales.

Cette réorientation vers les marchés capitalistes équivalents s'accompagne d'une nouvelle période de concentration des entreprises. Au milieu des années 1970, les entreprises de plus de 500 salariés vont compter pour 65% de la production (et les 100 premières pour 50%), tandis que celles de moins de 100 salariés ne comptent que pour 25%.

Les chiffres disent que cette période est bénie pour le capitalisme français, y compris en comparaison avec ses collègues : la croissance française est supérieure même à celle de la Grande-Bretagne ou des Etats-Unis, et n'est dépassée que par celle du Japon.

La société capitaliste dit donc s'être bien portée au cours de cette période, qu'elle autoproclame de « glorieuse ». Elle juge comme elle veut. Pour nous, cette période est aussi une calamité : elle a créé des illusions par exemple pour toute une génération qui n'a pas su prévoir et comprendre le retour des crises, qui se produit à partir de 1973, et qui s'est trouvée

désarmée, s'usant à espérer un retour durable de la croissance... qu'on n'a plus jamais revu. Même pour la population qui a connu une élévation sensible de son niveau de vie, la réalité d'une protection durable accordée par le capitalisme n'était qu'un leurre, et il se paye cher aujourd'hui, dans la déliquescence de toute une société.

La calamité que constitue le chômage était vue comme un élément allant de soi avec le système capitaliste avant la seconde guerre. Après, avec les Trente glorieuses, il va donner l'impression trompeuse qu'il saurait s'en défaire, et cette idée fausse est toujours en cours aujourd'hui, après 35 ans de crise et de chômage. Finalement, les idées qui avaient cours dans le monde du travail avant guerre permettaient du moins d'appréhender assez correctement la nature des maux de la société ; et c'est en quoi elles permettaient l'existence d'un espoir vrai. Les idées développées dans les têtes au cours des Trente glorieuses se sont au contraire fracassées quand elles ont été confrontées au retour de la vieille réalité capitaliste.

Avril 2008